



**DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRES  
OUVERT SUR OFFRES DE PRIX  
N°10/2022  
(SEANCE PUBLIQUE)**

**MISE EN PAGE ET IMPRESSION D'OUVRAGES ET DES AGENDAS  
DE L'ANNEE 2023 POUR LE COMPTE DE L'INSTITUT ROYAL  
DE LA CULTURE AMAZIGHE**

**2022**

**INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)**



## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX (SEANCE PUBLIQUE) N° 10/2022

#### MISE EN PAGE ET IMPRESSION D'OUVRAGES ET DES AGENDAS DE L'ANNEE 2023 POUR LE COMPTE DE L'INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE

### **Article 1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Le présent appel d'offres a pour objet la mise en page et l'impression d'ouvrages et des agendas de l'année 2023 pour le compte de l'IRCAM en deux lots :

- Lot n°1 : Ouvrages et supports didactiques ;
- Lot n°2 : Agenda et calendrier de l'année 2023 (réservés aux PME, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs).

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du règlement n° 2524 du 21/07/2014 relatif au règlement des marchés publics de l'IRCAM tel qu'il a été modifié et complété.

### **Article 2: MAITRE D'OUVRAGE**

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : l'Institut Royal de la Culture Amazighe représenté par son Recteur.

### **Article 3: COMPOSITION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement n° 2524 précité,

- a) copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b) un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) le modèle de l'acte d'engagement (annexe II) ;
- d) le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e) le modèle de la déclaration sur l'honneur (annexe I) ;
- f) le présent règlement de la consultation.

### **Article 4: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement n° 2524 précité :

1. Seules peuvent participer à la présente consultation les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière pour avoir souscrit leurs déclarations, réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale ou un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaire et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement n° 2524 de passation des marchés de l'IRCAM ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.

#### **Article 5: MODE D'ATTRIBUTION**

Le présent appel d'offres sera adjugé en deux lots :

- Lot n°1 : Ouvrages et supports didactiques ;
- Lot n°2 : Agenda et calendrier de l'année 2023.

Les offres seront jugées par une commission désignée à cet effet.

#### **Article 6: MONNAIE DE L'APPEL D'OFFRES**

Les prix des offres doivent être formulés et exprimés en dirham marocain.

#### **Article 7: MESURES EN FAVEUR DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE, DES COOPERATIVES, DES UNIONS DE COOPERATIVES ET DE L'AUTO-ENTREPRENEUR**

Il est envisagé d'attribuer le marché objet du lot n°2 « **Agenda et calendrier de l'année 2023** » relatif au présent appel d'offres aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions de coopératives et à l'auto-entrepreneur conformément aux dispositions prévues à l'article 139 du règlement n°2524 précité tel qu'il a été modifié et complété.

#### **Article 8: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES**

A l'exception des attestations des constructeurs et les prospectus qui peuvent être présentés en anglais, les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents, doivent être établies en langue française.

#### **Article 9: CONTENU DU DOSSIER DE L'OFFRE DU CONCURRENT**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du règlement n°2524 précité, tel qu'il a été modifié et complété, les pièces à fournir par les concurrents sont:

**I - Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique, un dossier additif, une offre financière et une offre technique.**

**A - Un dossier administratif comprenant :**

**1- Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :**

- a) la déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du règlement 2524 ;
- b) l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnel et solidaire en tenant lieu ;
- c) pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 137 du règlement 2524.

**2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement 2524 précité :**

- a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
  - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
  - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
  - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement n° 1297. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme;
- d) La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.
- e) le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- f) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de prévoyance pour les concurrents non installés au Maroc ;
- g) A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

**Pièces supplémentaires** à produire conformément à l'arrêté du ministre de l'Economie et des finances n°3011-13 pour justifier de la qualité de la petite et moyenne entreprise (PME) :

- h) l'attestation de CNSS justifiant que l'effectif employé ne dépasse pas 200 (deux cent) personnes;
- i) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent mentionnant que la société est gérée ou administrée par les personnes physiques qui sont les propriétaires ou actionnaires ;
- j) l'attestation mentionnant le chiffre d'affaires des deux derniers exercices ou l'attestation du bilan annuel délivrée par la Direction Générale des Impôts.

## **II- Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :**

1. Au moment de la présentation de l'offre, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;

2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement n°2524 précité. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du règlement précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

**III- Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :**

- 1. Au moment de la présentation de l'offre, et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1 du I-A de l'article 25 du règlement n°2524 précité, une attestation d'inscription au registre local des coopératives.
- 2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :
  - a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou l'union de coopératives ;
  - b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement n°2524 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité de la coopérative ou l'union de coopératives ;
  - c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme, conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du règlement n°2524 précité.

**IV- Lorsque le concurrent est un autoentrepreneur, il doit fournir :**

- 1. Au moment de la présentation de l'offre, et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1 du I-A de l'article 25 du règlement n°2524 précité, le certificat d'inscription au registre national de l'auto - entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original délivré depuis moins d'un an ;
- 2. S'il est retenu pour être attributaire du marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a

constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité de l'autoentrepreneur.

La date de production des pièces exigées pour l'autoentrepreneur, la coopérative ou l'union des coopératives sert de base pour l'appréciation de leur validité.

**B - Un dossier technique comprenant :**

Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé.

**C - Un dossier additif comprend** toutes pièces complémentaires exigées par le dossier d'appel d'offres, à savoir :

- 1) Le Cahier des Prescriptions Spéciales, paraphé, à chaque page et signé en dernière page, avec la mention manuscrite « *Lu et accepté* » ;
- 2) Le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages, avec la mention manuscrite « *Lu et accepté* ».

**D – Une Offre financière :**

Ce dossier doit comprendre :

- 1) Un acte d'engagement établi conformément au modèle, ci-joint, en annexe II ;
- 2) Le bordereau des prix-détail estimatif, établi conformément au modèle figurant dans le CPS.

**E – Une Offre technique :**

Les soumissionnaires doivent déposer des modèles d'ouvrages *déjà édités ou imprimés par leurs soins* pour chaque lot, comme suit :

L'offre technique doit comprendre, selon les lots :

- **Lot n°1 : deux (2) modèles d'ouvrages au minimum**
  1. un modèle d'ouvrage avec couverture rigide ;
  2. un modèle d'ouvrage quadrichromie ;
  3. les attestations de références relatives aux modèles déposés.
- **Lot n°2 : un (1) modèle d'agenda et un (1) modèle de calendrier au minimum**
  1. un modèle d'agenda;
  2. un modèle de calendrier de bureau ;
  3. les attestations de références relatives aux modèles déposés.

***N.B : Tout modèle déposé sans présentation de l'attestation de référence afférente, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.***

**Article 10: PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 29 du règlement n° 2524 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est remis dans un pli fermé portant :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet de l'appel d'offres;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;

- l'avertissement que «le pli ne doit être ouvert que par le Président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis».

**Ce pli contient trois enveloppes :**

1. La première enveloppe comprend le dossier administratif, le dossier technique, le dossier additif, le présent règlement de consultation et le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou par la personne habilitée par lui à cet effet, et doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « Dossier administratif, technique et additif ».
2. La deuxième enveloppe comprend l'offre financière du soumissionnaire pour chaque lot séparément. Le nombre d'enveloppes doit être égale au nombre de lots proposés par le soumissionnaire. Chaque enveloppe relative à l'offre financière d'un lot doit être présentée séparément, fermée et porter de façon apparente la mention « **Offre Financière pour le lot n°---** ».
3. La troisième enveloppe comprend l'offre technique du concurrent **pour chaque lot séparément**. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « **Offre Technique pour le lot n°--** ».

Les trois (3) enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet de l'appel d'offres et l'indication du lot ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

*N.B : Les concurrents ayant soumissionné pour plus d'un lot, doivent déposer des offres techniques et des enveloppes financières séparées, pour chaque lot.*

**Article 11: PRESENTATION DES DOSSIERS EN CAS DE GROUPEMENT**

En cas de groupement, joindre au dossier administratif : Une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement, accompagnée d'une note indiquant l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, et la répartition des prestations le cas échéant.

**Article 12: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE**

Le cautionnement provisoire est fixé à :

- Lot n°1 : vingt mille dirhams (20 000,00 DH) ;
- Lot n°2 : deux mille dirhams (2 000,00 DH).

**Article 13: MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement 2524 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier.



#### **Article 14: RETRAIT DES DOSSIERS DE CONSULTATION**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Il sera également disponible en téléchargement à partir du portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)) et à partir du site web de l'IRCAM ([www.ircam.ma](http://www.ircam.ma)).

#### **Article 15: INFORMATION DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 22 du règlement 2524 précité, tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier de l'appel à la concurrence et ce par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent.

#### **Article 16: RETRAIT DES PLIS**

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement 2524 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 19 du règlement précité.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues à l'article 31 du règlement 2524 précité, présenter de nouveaux plis.

#### **Article 17: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leurs plis dans les conditions prévues à l'article 15 ci-dessus, resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis, conformément à l'article n° 33 du règlement 2524 précité.

Si dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger le délai de validité de son offre. Seuls les concurrents qui ont donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage restent engagés pendant ce nouveau délai.

#### **Article 18: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Les concurrents peuvent:

- soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau d'ordre précité ;
- soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offres en début de séance et avant l'ouverture des plis ;

- soit transmettre leurs dossiers par voie électronique au maître d'ouvrage via le portail marocain des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis de l'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis. A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée au bureau d'ordre. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture conformément aux dispositions prévues dans l'article 36 du règlement de passation des marchés de l'IRCAM. Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues dans le présent article.

#### **Article 19: CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES DES CONCURRENTS**

La commission apprécie selon les critères arrêtés à l'avance dans le présent appel d'offres, les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs et techniques et dans l'offre technique de chaque concurrent.

Le jugement des offres des candidats se fera suivant la procédure indiquée ci-après :

#### **Evaluation de l'offre technique (Nt) :**

Ne seront pris en considération dans la notation que les modèles d'ouvrages et des agendas dont la réalisation est justifiée par une attestation délivrée par l'organisme servi.

#### **Lot n°1 : Ouvrages et supports didactiques**

Des notes Nt seront attribuées sur la base de la grille d'évaluation suivante :

<b>Critère</b>	<b>Note Nt</b>
– <b>Nt1.</b> Appréciation des modèles d'ouvrages édités ou imprimés par le concurrent	40
– <b>Nt2.</b> Appréciation des moyens humains et matériels d'édition et d'impression	60

#### **1. Appréciation des modèles édités par le concurrent (Nt1/40 points) :**

Chaque modèle sera noté selon le barème suivant :

<b>Ouvrage avec couverture rigide</b>	<b>ouvrage quadrichromie</b>
– Bon : 20 pts	– Bon : 20 pts
– Moyen : 10 pts	– Moyen : 10 pts
– Médiocre : 0 pt	– Médiocre : 0 pt

## **2. L'équipement en moyens humains et matériel d'édition et d'impression utilisés par l'entreprise (Nt2/60 points)**

Le concurrent doit justifier d'équipes spécialisées dans les travaux objet du présent marché et d'équipements modernes d'édition et d'impression :

<b>Moyens humains : (30 points)</b>			<b>Moyens techniques (30 points)</b>	
<b>Personnel du service PAO (10 points)</b>	<b>Equipe du service d'impression (15 points)</b>	<b>Correcteurs d'épreuves (5 points)</b>	<b>Matériel d'impression et de façonnage (20 points)</b>	<b>Matériel informatique et logiciels (10 points)</b>
10 et plus : 10 pts Moins de 10 : 5 pts	20 et plus : 15 pts 10 à 20 : 10 pts Moins de 10 : 5pt	2 correcteurs et plus : 5 pts 1 correcteur : 3 pts Absence de correcteur : 0 pt	Performant : 20 pts Performance moyenne : 10 pts Faible : 5 pts	Performant : 10 pts Performance moyenne : 5 pts Faible : 2 pts

**N.B : Le maître d'ouvrage se réserve le droit de s'assurer de l'exactitude des moyens humains et techniques déclarés et peut effectuer une visite des ateliers d'impression des concurrents.**

Note technique (Nt) = Nt1 + Nt2

### **Lot n°2 : Agenda et calendrier de l'année 2023.**

Des notes Nt seront attribuées sur la base de la grille d'évaluation suivante

<b>Critère</b>	<b>Note Nt</b>
– <b>Nt1.</b> Appréciation de la couverture des agendas édités par le concurrent	40
– <b>Nt2.</b> Appréciation de la qualité d'impression des agendas	40
– <b>Nt3.</b> Appréciation des calendriers de bureau édités par le concurrent	20

Les soumissionnaires doivent déposer un modèle d'agenda et un modèle de calendrier déjà réalisés par leurs soins. Chaque modèle doit être accompagné de l'attestation de référence afférente. Ces modèles sont notés selon le barème suivant :

<b>Couverture des agendas Nt1 / 40 points</b>	<b>Qualité d'impression Nt2 / 40 points</b>	<b>Calendrier de bureau Nt3 / 20 points</b>
Bon : 40 points	Bonne : 40 points	Bonne : 20 points
Moyen : 20 points	Moyenne : 20 points	Moyenne : 10 points
Médiocre : 0 point	Médiocre : 0 point	Médiocre : 0 point

Note technique (Nt) = Nt1 + Nt2 + Nt3

### **Article 20: JUGEMENT DES OFFRES**

Les offres financières ne seront décachetées et évaluées que lorsque l'évaluation des offres techniques sera terminée. Il sera procédé alors à l'ouverture des enveloppes contenant les offres financières des concurrents ayant obtenu une note technique (Nt) supérieure ou égale à 70 points.

La commission attribuera le marché au concurrent dont l'offre financière, sera la moins disante parmi les concurrents retenus à l'issue de l'examen des dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

**Article 21: RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 44 du règlement 2524 précité, le maître d'ouvrage informe le concurrent retenu de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents sont conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq ans au minimum, à l'exception de l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation personnelle et solidaire en tenant lieu et des échantillons, le cas échéant, qui sont restitués aux concurrents éliminés dans le délai de cinq (5) jours.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.


Le choix arrêté par la commission d'appel d'offres ne peut être modifié par l'autorité compétente.

**Article 22: ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES**

L'autorité compétente peut, sans de ce fait, encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres dans les cas suivants :

- 1- lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
- 2- lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
- 3- lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
- 4- lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
- 5- en cas de réclamation fondée d'un concurrent.

Le maître d'ouvrage doit informer par écrit l'attributaire du marché en précisant le ou les motifs d'annulation de l'appel d'offres.

<b><u>Le concurrent</u></b> (Lu et accepté)	<b><u>Le Recteur de l'IRCAM</u></b> Le 27/09/2022
	 Institut Royal de la Culture Amazighe Le Recteur Ahmed BOUKOUSS